

RÉSUMÉ

L'économie mondiale a fait preuve d'une résilience étonnante durant la période de désinflation mondiale de 2022–23. Contrairement aux craintes d'une stagflation et d'une récession mondiale, l'activité économique s'est accélérée de façon régulière, parallèlement au recul de l'inflation partout dans le monde après le pic de 2022. La croissance de l'emploi et des revenus est restée stable, en raison d'une évolution favorable côté demande (entre autres, les dépenses publiques et la consommation des ménages ont été plus élevées que prévu) et d'une expansion côté offre liée notamment à la hausse inattendue du taux d'activité. La résilience imprévue de l'économie en dépit des relèvements considérables de taux par les banques centrales pour rétablir la stabilité des prix résulte aussi de la capacité des ménages, dans les principaux pays avancés, à puiser dans l'épargne considérable accumulée durant la pandémie. De plus, comme l'explique le chapitre 2, les évolutions sur les marchés des hypothèques et du logement au cours des dix années de bas taux d'intérêt qui l'ont précédée ont amorti l'impact à court terme des relèvements des taux directeurs. À mesure que l'inflation converge vers les niveaux cibles et que les banques centrales assouplissent leur politique monétaire dans un grand nombre de pays, le durcissement de la politique budgétaire visant à réduire la dette publique élevée, axée sur une augmentation des impôts et une baisse des dépenses publiques, devrait peser sur la croissance.

La croissance mondiale, estimée à 3,2 % en 2023, devrait maintenir le même rythme en 2024 et 2025. Les prévisions pour 2024 ont été révisées à la hausse de 0,1 point de pourcentage depuis l'édition de janvier 2024 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, et de 0,3 point de pourcentage depuis l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). Le rythme de l'expansion économique est lent au regard des tendances historiques, en raison de facteurs à court terme, comme les coûts encore élevés de l'emprunt et le retrait de l'appui budgétaire, d'effets à plus long terme liés à la COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une faible croissance de la productivité et une fragmentation géoéconomique plus marquée. L'inflation globale au niveau mondial devrait

passer d'une moyenne annuelle de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024, puis à 4,5 % en 2025 ; les pays avancés retrouveraient leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement. Selon les toutes dernières prévisions, la croissance mondiale s'établirait à 3,1 % à l'horizon de cinq ans, le niveau le plus faible enregistré depuis plusieurs dizaines d'années. Le rythme de convergence des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire vers des niveaux de vie plus élevés a ralenti, laissant transparaître la persistance des disparités économiques à l'échelle mondiale. Comme indiqué dans le chapitre 3, les perspectives relativement maussades à moyen terme tiennent au recul de la croissance du PIB par habitant qui résulte, en partie, des frictions structurelles bien ancrées qui entravent la réorientation du travail et du capital aux entreprises productives. Le chapitre 4 explique pourquoi la détérioration des perspectives de croissance en Chine et dans d'autres grands pays émergents, compte tenu du rôle grandissant de ce groupe dans l'économie mondiale, pèsera sur celles de leurs partenaires commerciaux.

Les risques qui pèsent sur les perspectives de croissance mondiale sont à présent globalement équilibrés. S'agissant des risques de révision à la baisse des prévisions, de nouvelles flambées de prix résultant des tensions géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine et le conflit à Gaza et en Israël, conjuguées à une inflation hors énergie et alimentation tenace là où les marchés de l'emploi restent tendus, pourraient faire grimper les anticipations de taux d'intérêt et faire baisser les prix des actifs. Une désinflation au rythme hétérogène parmi les principales puissances économiques pourrait aussi entraîner des variations de change qui mettraient le secteur financier sous pression. Les taux d'intérêt élevés pourraient faire ralentir l'économie davantage que prévu, car l'arrivée à échéance des prêts hypothécaires à taux fixe et l'endettement élevé des ménages pourraient causer des tensions financières. En Chine, à défaut d'une solution complète aux multiples difficultés du secteur de l'immobilier, la croissance pourrait s'essouffler et pénaliser les partenaires commerciaux du pays. Compte tenu du poids de la dette publique dans beaucoup de pays, des relèvements d'impôts et des réductions de

dépenses abrupts pourraient affaiblir l'activité, ébranler la confiance et saper la dynamique des réformes et des dépenses visant à réduire les risques liés au changement climatique. La fragmentation géoéconomique pourrait s'amplifier et entraver davantage la circulation des biens, des capitaux et des personnes causant ainsi un ralentissement côté demande. S'agissant des risques de révision à la hausse des projections, une politique budgétaire dont la souplesse serait supérieure aux exigences et aux hypothèses des prévisions pourrait à court terme favoriser la croissance, mais risquerait d'entraîner par la suite des ajustements plus coûteux. Si le taux d'activité progresse davantage et que, par conséquent, l'inflation chute plus vite que prévu, l'assouplissement envisagé par les banques centrales pourrait se concrétiser. L'intelligence artificielle et des réformes structurelles plus vigoureuses que prévu pourraient accroître la productivité.

Alors que l'économie mondiale amorce un atterrissage en douceur, la priorité à court terme pour les banques

centrales est de maîtriser l'inflation sans à-coups, en veillant à ce que l'assouplissement de leur politique ne soit ni prématuré, ni tardif, ce qui les pousserait à manquer les objectifs fixés. Parallèlement à l'orientation moins restrictive des banques centrales, il conviendra de mettre de nouveau l'accent sur le rééquilibrage budgétaire à moyen terme afin de reconstituer une marge de manœuvre budgétaire, réaliser les investissements prioritaires et garantir la viabilité de la dette. Les mesures adoptées doivent être bien calibrées pour tenir compte des différences entre les pays. Une intensification des réformes visant à stimuler l'offre favoriserait la réduction de l'inflation et de la dette, permettrait de rapprocher la croissance de sa moyenne pré-pandémique et accélérerait la convergence vers de meilleurs niveaux de revenus. La coopération multilatérale s'impose pour contenir les coûts et les risques liés à la fragmentation géoéconomique et au changement climatique, accélérer la transition vers l'énergie verte et faciliter la restructuration de la dette.